

plus en plus de revenus qui soient moins disparates. Mais, afin que cela arrive, il n'y a pas qu'une seule mesure en particulier, c'est l'ensemble des activités du gouvernement, tant sous l'aspect de la perception de revenus que sous celui des dépenses, qui est appelé ici à être mis en cause par une politique de ce genre. Et je soutiens, monsieur l'Orateur, que cela a été un objectif constant du gouvernement actuel, tant par ses mesures de sécurité sociale que par ses mesures purement budgétaires, de faire bénéficier les groupes, à revenus les plus faibles, qu'ils soient dans des régions particulières, qu'ils soient dans certaines classes sociales, de dépenses gouvernementales ou d'une réduction d'impôt, de façon que, justement, la disparité que nous déplorons tous soit réduite et qu'il y ait une plus grande équité dans la distribution générale du revenu.

Nos efforts, monsieur l'Orateur, doivent donc être constants pour accroître cette égalité du revenu dans notre société. Mais je ne pense pas qu'on puisse dire à un moment donné que le gouvernement n'a fait aucun effort pour accroître l'égalité ou réduire l'inégalité que tout le monde déplore. Et c'est pour cela, monsieur l'Orateur, que je voterai contre l'amendement présenté par le Nouveau parti démocratique. D'abord parce que cet amendement porte sur un problème qui n'en est déjà plus un, excepté en ce qui a trait à la hausse des prix dans certains secteurs, dont un comité mixte de la Chambre et du Sénat s'occupe; deuxièmement, parce que cet amendement repose sur une analyse de la situation «inflationnaire», sur le plan théorique, qui n'est sûrement pas acceptable pour quelqu'un qui admet les théories économiques conventionnelles. Et enfin, parce que de ce point de vue-là, le gouvernement actuel a certainement un bilan qui peut se comparer avantageusement à celui de tout autre gouvernement qui a pu le précéder.

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu divers discours et divers avis intéressants sur l'opportunité, à l'heure actuelle, de l'amendement du député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas). Quant à moi, j'estime que si quelqu'un croit sincèrement à une chose, il a le droit d'en parler, étant responsable envers lui-même et envers sa conscience, et que cela ne devrait pas lui attirer de critiques.

Les remarques du député de Burnaby-Coquitlam m'ont fort intéressé, car, me semble-t-il, peu de problèmes présentent aujourd'hui plus d'urgence pour le Canadien moyen que la montée continue du coût de la vie. La tendance se manifeste depuis trois ans. Je n'impute pas la situation au gouvernement, mais je signale qu'en 1962, le président

Kennedy avait déclaré que nul pays au monde ne gérait son économie aussi bien que le Canada.

A mon avis, nous devrions revenir en arrière et vérifier les données du problème. Comme le député de Burnaby-Coquitlam le veut par son amendement, nous devrions étudier la question avec beaucoup de soin puisque quelque chose a mal tourné. Nous devons trouver l'explication du problème. Il est bien de rappeler que le gouvernement a institué plusieurs réformes sociales. Encore pourrais-je en réclamer l'énumération, mais elle ne serait pas impressionnante. Mais tel n'est pas le problème que nous discutons; nous parlons de la montée en flèche des prix au consommateur, qui nous atteint presque tous. Rappelons-nous, toutefois, que le mal a frappé le plus douloureusement ceux qui dépendent d'un revenu fixe: les bénéficiaires de la pension de vieillesse, des allocations aux mères, aux invalides, aux aveugles, nos anciens combattants et les rentiers.

A titre de médecin, j'ai visité de ces gens chez eux et je sais quelles privations leur impose la hausse du coût de la vie. Il est beau de dire que le gouvernement a adopté le régime d'assistance publique du Canada. J'ai voulu l'autre jour recourir aux dispositions de cette loi, mais j'ai constaté qu'elle ne fonctionnait pas dans la province d'Ontario. Le député de Burnaby-Coquitlam a signalé que de 1957 à 1965, le gaspillage de nos ressources productives s'est élevé à 21 milliards de dollars.

• (4.30 p.m.)

C'est un chiffre étonnant, mais je n'en conteste aucunement l'exactitude. Il en ressort que, durant cette période, il y a eu au Canada une perte de \$1,200 par habitant pour chaque homme, femme et enfant. A mon avis, nous devrions examiner cette question et essayer d'y trouver des solutions. Je suis convaincu aussi qu'il faudrait tenter de rattacher les salaires à la productivité. Il n'est peut-être pas pratique de le faire, mais je ne vois pas pourquoi, à notre époque, nous devrions subir une succession de grèves, avec les malaises et les difficultés qui s'ensuivent non seulement pour les ouvriers mais pour ceux qui n'y sont nullement mêlés, mais qui en deviennent néanmoins les victimes. Nous devrions sûrement en arriver au point où les salaires seraient majorés au prorata de notre productivité; cela est essentiel si nous voulons maintenir notre position concurrentielle dans le monde. Ces grèves ne sont avantageuses pour personne et je suis sûr que la plupart de mes amis syndicalistes conviendront avec moi que les grèves deviennent une chose dépassée. Je connais bien des ouvriers qui sont fiers de leur travail, de l'outillage dont ils se servent et de l'usine qui les emploie. Ils ne voudraient pas plus

[L'hon. M. Tremblay.]